

Les tireurs d'alarme dans les conflits sur les risques technologiques

Entre intérêts particuliers et crédibilité

Mary Bernstein

Arizona State University

James M. Jasper

DANS LE MONDE moderne, le fait qu'une revendication exprime trop exclusivement les seuls intérêts de ceux qui la formulent constitue un motif de disqualification pour ceux qui l'écoutent¹. Comme Karl Mannheim l'a souligné, la plupart d'entre nous sommes en effet conscients que la vision du monde propre à chaque groupe est façonnée en profondeur par sa place dans la structure sociale². Il existe de ce fait une sorte de scepticisme *a priori* dans la façon dont nous sommes prêts à apprécier le point de vue et les propos des autres. C'est pourquoi un des défis majeurs pour ceux qui formulent des revendications à propos de problèmes publics est de vaincre d'abord ce « déni de crédibilité » qui peut prendre deux formes : le public peut avoir tendance à croire que ceux qui protestent déforment intentionnellement la réalité ou du moins exagèrent volontairement, ou bien, il peut croire qu'ils reflètent sans même s'en rendre compte les préjugés liés à leur position professionnelle ou à leur place dans l'organisation. Dans chaque cas, il existe, pour ceux qui revendiquent, un habile compromis à trouver entre intérêts et crédibilité : dans la mesure où une revendication apparaît fondée sur la seule défense d'intérêts particuliers, elle perd en crédibilité aux yeux de tous ceux qui ne partagent pas ces intérêts (ce qui peut inclure le public, les médias et les pouvoirs publics).

Rien n'illustre mieux la tension entre crédibilité et intérêts que la figure du « tireur d'alarme » (*whistleblower*) qui porte à la connaissance du public les problèmes internes d'une organisation et les infractions aux règles qui y ont lieu. Si les tireurs d'alarme bénéficient en général d'une crédibilité considérable, c'est précisément parce qu'ils mettent publiquement en jeu leurs propres intérêts matériels

1. Ce texte est la traduction, par C. Lemieux, de « Interests and Credibility: Whistleblowers in Technological Conflicts », *Social Science Information*, 35 (3), 1996.

2. K. Mannheim, *Ideology and Utopia*, New York, Harcourt, Brace, 1936.

et ceux des organisations et des industries qui les emploient. Ils doivent d'ailleurs faire face rapidement au courroux de leurs employeurs et peuvent s'attendre à subir des représailles. Même dans ces conditions, le nombre de tireurs d'alarme n'a cessé de croître aux États-Unis ces vingt dernières années, en partie en raison des protections juridiques dont ils bénéficient désormais¹. Une autre raison de leur accroissement est qu'ils fournissent des informations sur les risques et la corruption qui ne peuvent pas être obtenues par une autre voie. Or, ces informations peuvent souvent aider à protéger la santé et la sécurité publiques et à atteindre certains objectifs des politiques publiques. C'est en particulier le cas dans le domaine technologique où les tireurs d'alarme aident à résoudre des paris difficiles en matière de développement. Version particulière du dilemme intérêts/crédibilité : les individus et les organisations qui développent une technologie nouvelle sont plus familiers que tout autre avec ses détails, mais leur familiarité et leur investissement personnel ne les prédisposent pas en revanche à considérer ses défauts. C'est pourquoi on sait que des marchés sans aucun contrôle externe sont incapables de protéger correctement la santé publique dès lors qu'elle entre en conflit avec des intérêts commerciaux. Même les agents publics chargés de ces contrôles sont souvent obligés de se contenter des informations suspectes et parcellaires que leur délivrent les développeurs de programmes – quand ces contrôleurs ne sont pas déjà tout bonnement « capturés » par l'industrie (capture signifiant ici le fait que « les résultats des contrôles tendent à correspondre aux intérêts de l'entreprise contrôlée plus qu'à ceux qui sont spécifiés expressément dans les formulaires d'autorisation réglementaire »²). Le résultat est que l'information négative sur la technologie est systématiquement négligée ou supprimée. Les tireurs d'alarme sont souvent les seuls à rendre publique ce type d'information³.

Cette tension entre intérêts de l'organisation et savoir individuel est présente dans beaucoup de débats concernant les problèmes publics : les organisations ont davantage de pouvoir que les individus pour mettre en avant leurs revendications, mais l'intérêt particulier de ces organisations amoindrit toujours la crédibilité de leurs arguments. Si l'on définit les problèmes publics, avec Spector et Kitsuse, comme les « activités des individus ou des groupes élevant des plaintes et des revendications à propos de certaines conditions supposées »⁴, il devient intéres-

1. Cf. A. F. Westin, *Whistle Blowing!*, New York, McGraw-Hill, 1981, p. 5-10 ; J. V. Jensen, « Ethical Tension Points in Whistleblowing », *Journal of Business Ethics*, 6, p. 321.

2. B. M. Mitnick *The Political Economy of Regulation*, New York, Columbia University Press, 1980, p. 14.

3. Dans le langage de la théorie des jeux, le problème posé est celui de la communication des défauts sur les marchés de l'information. Sur les marchés efficaces, une compensation suffisante peut être fournie pour inciter le développeur d'une technologie nouvelle à partager une information complète sur les défauts de ses produits. Mais en l'absence de tels marchés (qui ne sont pas très réalisables) les défauts sont généralement cachés. En ce sens, on peut dire que les tireurs d'alarme accroissent l'efficacité au sens de Pareto en rendant publiques des informations cachées sur les défauts. Voir sur ce point, O. Keck, « The Information Dilemma: Private Information as a Cause of Transaction Failure in Markets, Regulation, Hierarchy, and Politics », *Journal of Conflict Resolution*, 31 (1), 1987.

4. M. Spector, J. I. Kitsuse, *Constructing Social Problems*, New York, Aldine/de Gruyter, 1987, p. 75.

sant d'examiner le pouvoir rhétorique dont disposent les tireurs d'alarme dans les débats publics. Ils bénéficient de crédibilité dans la mesure où ils sont perçus comme agissant à l'encontre de leurs propres intérêts et de ceux de leur organisation, mais ils manquent généralement de ressources organisationnelles pour disséminer leurs revendications. Ils ont une manière décalée, et cependant très persuasive, de « cadrer » nombre de questions¹.

Pour décrire le rôle que sont amenés à jouer les tireurs d'alarme dans la construction des problèmes publics, nous examinerons tout d'abord les causes du « tirage d'alarme », les activités revendicatives des tireurs d'alarme, les contre-argumentaires produits par les cibles de ces revendications et, enfin, les effets du « tirage d'alarme ». Revendications et contre-argumentaires renvoient à ce que Habermas a appelé les trois prétentions à la validité, prétentions que l'on retrouve selon lui dans « toutes les actions langagières orientées vers l'intercompréhension », et qui sont : le caractère approprié de l'acte de langage par rapport au contexte d'énonciation, la sincérité du locuteur et l'exactitude de ce qu'il dit. Pour reprendre les termes exacts d'Habermas, une action langagière orientée vers l'intercompréhension peut toujours être récusée sous trois aspects différents : « Sous l'aspect de la justesse à laquelle prétend le locuteur pour son action en se référant à un contexte normatif (ou encore, indirectement, pour ces normes elles-mêmes) ; sous l'aspect de la véracité à laquelle prétend le locuteur pour exprimer une expérience vécue à laquelle il a un accès privilégié ; enfin, sous l'aspect de la vérité à laquelle il prétend avec son expression pour un énoncé (ou encore pour les présuppositions d'existence du contenu d'un énoncé nominalisé) »². Comme nous le verrons, dans l'activité des tireurs d'alarme, les prétentions à la vérité occupent une place si importante que leur prétention à la véridicité (autrement dit, leur sincérité) n'est pas mise en doute et que leurs révélations apparaissent toujours appropriées au contexte d'énonciation, même si elles causent souvent une surprise. Les contre-argumentations prennent généralement la forme d'une remise en question du caractère approprié ou sincère des énoncés produits par les tireurs d'alarme (mais rarement de leur exactitude).

Tout au long de cet article, nous nous servons d'exemples tirés de controverses autour du nucléaire, lesquelles diffèrent de beaucoup d'autres conflits technologiques dans la mesure où il s'agit d'un domaine particulièrement risqué. Aux États-Unis du moins, il s'agit également d'une activité encouragée par une bureaucratie notoirement insensible aux intérêts publics et soutenue par une commission interparlementaire du Congrès disposant d'un extraordinaire pouvoir.

1. Cf. D. A. Snow, E. B. Jr Rochford, S.K. Worden, R. D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51 (4), 1986 ; D. Snow, R.D. Benford, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », in B. Klandermans, H. Kriesi, S. Tarrow, eds, *From Structure to Action: Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, CT, Jai Press, 1988 ; W. A. Gamson, A. Modigliani, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power », *American Journal of Sociology*, 95 (1), 1989 ; J. Gerhards, « Framing Dimensions and Framing Strategies : Contrasting Ideal- and Real-Type Frames », *Social Science Information*, 34 (2), 1995.

2. J. Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987, tome 1, p. 315.

C'est pourquoi les administrateurs chargés du contrôle ont subordonné les questions de sécurité à l'impératif d'un développement rapide du parc. Résultat : d'innombrables défauts de conception et de construction n'attendent plus aujourd'hui que leurs tireurs d'alarme pour être révélés au public¹. Le mouvement antinucléaire américain a été exceptionnellement visible, et la controverse a battu son plein durant plus d'une décennie. Nombre d'organisations de mouvement social (SMO) se sont engagées dans cette lutte, dont certaines d'envergure nationale comme l'Union of Concerned Scientists qui a embauché un des premiers tireurs d'alarme, et le Government Accountability Project (GAP) qui a diffusé auprès des SMO locales des informations livrées par des tireurs d'alarme². La controverse sur le nucléaire, précisément parce qu'elle se déroule sur un temps long, reste aujourd'hui encore un cas fort utile pour montrer la gamme complète des façons dont les tireurs d'alarme peuvent intervenir dans les conflits technologiques et infléchir la définition des problèmes publics. Cette controverse révèle nombre des facettes de la tension entre crédibilité et intérêt particulier à laquelle les tireurs d'alarme sont confrontés. Les facteurs conduisant des employés à tirer soudain le signal d'alarme existent dans bien d'autres controverses : absence de réponse interne de la part de l'organisation, suite à la plainte originelle ; répression féroce qui peut aller jusqu'à la perte de son emploi ; manque d'intérêt des contrôleurs publics, eux-mêmes partiellement « capturés » par l'industrie. Mais ce qui diffère dans le cas du nucléaire, c'est l'existence d'un mouvement de protestation bien développé qui est en mesure d'appuyer et de relayer les révélations des tireurs d'alarme auprès de l'opinion publique et de ceux qui ont la maîtrise de l'agenda politique.

Nous espérons que nos travaux s'appliquent à d'autres tireurs d'alarme dans le domaine technologique et aussi, au moins en partie, à ceux qui tirent le signal contre d'autres types de transgression de la part des organisations. Nos exemples sont puisés à diverses sources. Nous nous appuyons notamment sur une douzaine d'entretiens approfondis, dont certains ont été réalisés au cours d'une précédente enquête³. Nous nous servons également de dépositions officielles de tireurs d'alarme, mais aussi de tous les documents disponibles au sujet des controverses que nous décrivons.

Comment on devient tireur d'alarme

Les tireurs d'alarme sont communément définis comme des salariés qui expriment publiquement leur condamnation de certaines pratiques en vigueur dans leur organisation. Les règles dont les tireurs d'alarme estiment qu'elles ont été bafouées, peuvent être professionnelles (par exemple des procédures-standards

1. Cf. J.M. Jasper, *Nuclear Politics : Energy and the State in the United States, Sweden and France*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

2. Le GAP a été créé en 1977, initialement pour venir en aide aux tireurs d'alarme dans le domaine de la sécurité nationale.

3. J. M. Jasper, *Nuclear Politics*, *op. cit.*

ont été ignorées), légales (la législation n'a pas été respectée ; les contrôleurs publics se sont fourvoyés) ou morales (par exemple, des animaux de laboratoire ont subi de mauvais traitements). Généralement préoccupés de santé publique et de sécurité, ces « résistants éthiques »¹ tentent d'abord de corriger la situation en respectant les procédures internes mais ils sont contrariés dans leurs efforts². Ils ressentent alors la nécessité de se tourner vers le public pour lui révéler ce qu'ils savent.

La cause profonde de leur dissidence au sein de l'organisation tient à ce que deux ensembles de règles et d'attentes, chacun pouvant apparaître avoir sa rationalité propre, entrent en conflit. La violation des normes professionnelles est la cause la plus commune du tirage d'alarme - le résultat d'une tension presque universelle entre, d'un côté, le jugement et l'autonomie professionnels et, de l'autre, la nécessité pour les grandes organisations d'assurer le profit et la maîtrise de leur activité³. Parfois, cependant, quand le conflit de normes porte sur des valeurs morales, il arrive que des individus, mûs par des considérations qui ne sont pas liées à l'éthique professionnelle, tentent d'infiltrer des organisations dans l'espoir d'y repérer des abus qu'ils pourront ensuite révéler publiquement.

Si un conflit de normes et d'attentes explique l'entrée en dissidence de l'employé, sa progression vers le tirage d'alarme est généralement analysée en termes de caractéristiques individuelles et de structures organisationnelles sur le lieu de travail. Les salariés sont plus enclins à livrer au public de l'information dommageable pour l'organisation (a) s'ils « sont fortement investis dans les objectifs formels de l'organisation ou dans la volonté de faire réussir un projet, (b) s'ils s'identifient à l'organisation et (c) s'ils ont un grand sens de la responsabilité professionnelle »⁴. L'identification aux objectifs de l'organisation conduit cependant à cultiver des « ambitions élevées », ce qui peut refroidir la velléité de tirer le signal d'alarme⁵. Les personnes solitaires sont plus enclines à résister aux pressions du groupe de travail les invitant à se conformer qu'à participer à la lutte contre le tirage d'alarme⁶. Les lieux de travail qui suscitent le plus le tirage d'alarme sont ceux qui ont des lignes de communication et d'autorité indirectes et complexes, qui manquent de structures consacrées au règlement des conflits techniques et qui décou-

1. Selon l'expression de M. Glazer, P. Glazer, *The Whistleblowers*, New York, Basic Books, 1989.

2. A. F. Westin, *Whistle Blowing!*, *op. cit.* ; F. Elliston, J. Keenan, P. Lockhart, J. Van Schaik, *Whistleblowing Research*, New York, Praeger, 1985.

3. Sur ce point, cf. T. Parsons, « The Professions and Social Structure », *Social Forces*, 17, 1939 ; W. R. Scot, « Professionals in Organizations : Areas of Conflict », in R. Gross, P. Osterman, eds, *Professionalization*, New York, Simon and Schuster, 1966 ; R. H. Hall, « Professionalization and Bureaucracy », in R. H. Hall, ed., *The Formal Organization*, New York, Basic Books, 1972 ; P. F. Meiksins, J. M. Watson, « Professional Autonomy and Organization Constraint : The Case of Engineers », *Sociological Quarterly*, 30 (4), 1989.

4. F. Elliston et alii, *Whistleblowing*, *op. cit.*, p. 26.

5. A. Hacker, « Loyalty and the Whistle Blower », *Across the Board*, 15, 1978, p. 67.

6. D. B. Greenberger, M. P. Miceli, D. J. Cohen, « Oppositionists and Group Norms : The Reciprocal Influence of Whistle-Blowers and Co-Workers », *Journal of Business Ethics*, 6 (1), 1987.

ragent l'expression de leurs doutes par les salariés¹. La recherche institutionnelle d'une maximisation du profit encourage les salariés à taire celles de leurs objections qui pourraient conduire à l'adoption de mesures correctives coûteuses. Des contraintes horaires strictes et une compétition interne à l'organisation incitent également les cadres supérieurs et leurs subordonnés à passer sous silence leur dissension².

Une fois qu'un salarié a épuisé les recours internes pour exprimer son opposition à une pratique et qu'il a décidé de chercher un allié à l'extérieur de l'organisation, il doit décider qui approcher avec l'information dont il dispose. Les tireurs d'alarme cherchent des gens qui se montreront ouverts et qui leur feront confiance, qui peuvent les aider à rectifier la défaillance qu'ils ont perçue et qui peuvent restreindre les représailles dont ils vont être l'objet, et leurs effets matériels. Ils peuvent obtenir des noms de contacts potentiels par l'entremise d'autres salariés qui ont déjà un jour tiré le signal d'alarme (les incidents tendent à se regrouper), par les médias ou par des fonctionnaires ou des élus locaux. Ces contacts sont généralement soit des contrôleurs publics, des journalistes, des élus, des procureurs, soit des SMO. Selon l'organisme ou la personne qu'ils contactent, les tireurs d'alarme s'engagent dans différents types de carrières revendicatrices, avec des effets différents sur leur crédibilité. Ils commencent rarement avec l'intention d'aider à ouvrir un débat public ou à faire prendre conscience à leurs concitoyens d'un problème, mais plutôt avec le souhait de voir certains défauts bien particuliers être rapidement corrigés³.

Les contrôleurs publics

Les tireurs d'alarme contactent souvent d'abord les contrôleurs publics chargés du suivi des programmes de développement technologique. Théoriquement, ces fonctionnaires doivent accueillir favorablement les tireurs d'alarme qui, après tout, se chargent d'une part du travail qui leur revient. Grâce à la pratique du tirage d'alarme, le coût des investigations peut être transféré des contrôleurs publics vers les employés (plus nombreux) de la firme contrôlée. Mais beaucoup de contrôleurs publics sont « capturés » ou paralysés, soit qu'ils n'aient pas la volonté, soit qu'ils ne sont pas en mesure d'enquêter au sujet des plaintes ou d'utiliser l'information fournie par les tireurs d'alarme. Dans de nombreux cas, même les contrôleurs qui veulent agir ne peuvent pas toujours tirer profit de cette nouvelle source d'information. Par exemple, au début des années 1980, trois inspecteurs de la Nuclear Regulatory Commission (NRC) ont été chargés de suivre les problèmes liés à la construction de la centrale nucléaire de Shoreham : ils étaient cependant si absorbés par leur travail qu'ils ne pouvaient faire que peu de choses pour

1. R. Perrucci, R. M. Anderson, D. E. Schendel, L. E. Trachtman, « Whistle-Blowing : Professionals' Resistance to Organizational Authority », *Social Problems*, 28 (2), 1980 ; A. F. Westin, *Whistle Blowing!*, *op. cit.* ; F. Elliston et alii, *Whistleblowing Research*, *op. cit.*

2. A. F. Westin, *Whistle Blowing!*, *op. cit.* ; D. B. Greenberger et alii, « Oppositionists and Group Norms », art. cité.

3. M. Glazer, P. Glazer, *The Whistleblowers*, *op. cit.*

corriger les problèmes. Dans l'industrie nucléaire, la plupart des tireurs d'alarme se dirigent d'abord vers les inspecteurs de la NRC, mais ils sont presque toujours désabusés par les réponses de la Commission qui s'engage rarement à corriger les problèmes qu'on lui dénonce. Les contacts avec les contrôleurs sont rarement publics et ont donc peu d'effet sur les controverses technologiques ; ils n'aident pas à construire le problème public. Ces efforts déçus sont souvent suffisamment irritants, cependant, pour donner à un salarié l'envie de commencer une nouvelle carrière de tireur d'alarme. En ayant emprunté d'abord le canal « approprié », le tireur d'alarme pourra toujours démontrer plus tard qu'il n'a pas commencé son action animé d'intentions subversives.

Les journalistes

Les journalistes d'investigation sont les contacts les plus appréciés des tireurs d'alarme. Comme dans le cas des contrôleurs publics, la fonction professionnelle des journalistes les incite souvent à découvrir et à exposer de mauvaises actions, et une révélation explosive à la une d'un journal peut lancer un reporter. Un tireur d'alarme peut souvent déterminer si oui ou non un journaliste donné va faire bon accueil et être sensible à ses informations : il se fondera sur ce que le journaliste a précédemment écrit. Par exemple, sitôt après avoir consacré un article à l'histoire de George Henry, un tireur d'alarme de la centrale nucléaire de Shoreham, le journaliste Karl Grossman fut contacté par deux autres tireurs d'alarme. C'est une des raisons pour lesquelles les cas de tirage d'alarme tendent à se regrouper. Les journalistes, bien entendu, en portant à la connaissance du public certaines situations scandaleuses, jouent un rôle essentiel dans la reconnaissance et le cadrage des problèmes publics¹. Pour la seule année 1988, plus de cent articles en première page du *New York Times* concernaient les problèmes liés aux installations contrôlées par le Department of Energy, ce qui a conduit parfois le Congrès à ouvrir des enquêtes. Beaucoup de ces reportages étaient fondés sur de l'information fournie par des tireurs d'alarme. Même si les journalistes ont les moyens de faire écho aux plaintes formulées par les tireurs d'alarme, la crédibilité de ces derniers est en partie sapée par (1) les intérêts des journalistes pour les méfaits les plus sensationnels et (2) le propre intérêt (toujours possible) du tireur d'alarme pour la notoriété. De ce fait, la sincérité du tireur d'alarme mais aussi le caractère approprié de ses prétentions à la validité peuvent se trouver mis à mal.

Les élus

Les élus écoutent eux aussi volontiers les tireurs d'alarme si la technologie ou la pratique mise en cause est déjà un sujet inscrit sur l'agenda politique, ou s'ils sentent une occasion de se grandir à propos de « la santé publique et de la sécurité ».

1. Cependant, la presse traîne parfois un peu des pieds face aux protestataires, comme ce fut le cas au début des années soixante-dix pour la reconnaissance de l'environnement comme problème public. Sur ce point, cf. A. C. Schoenfeld, R. F. Meier, R. J. Griffi, « Constructing a Social Problem : The Press and the Environment », *Social Problems*, 27 (1).

Les hommes politiques sont des acteurs clef à la fois dans la légitimation d'un problème public émergent et dans l'élaboration d'un programme officiel pour le résoudre. Si les journalistes peuvent déclencher une controverse, les hommes politiques ont souvent le pouvoir d'apporter une solution au problème qui a été soulevé. Le fait que des élus locaux et fédéraux soient ou non contactés dépend souvent du type d'employeur pour lequel travaille le tireur d'alarme (compagnies locales contre compagnies nationales ou agences fédérales) et du pouvoir d'action que les hommes politiques concernés ont sur cet employeur. Quand par exemple un psychologue a tiré le signal d'alarme contre les abus du gouvernement en dénonçant dans les examens de moralité auxquels étaient soumis les fonctionnaires des moyens de faire taire les dissensions, le Congrès s'est révélé être l'arène appropriée pour protester puisque les parlementaires étaient précisément en train de réviser le système de la fonction publique fédérale qui régit ce genre d'examen¹. Les « résistants éthiques » peuvent aussi se manifester auprès des comités du Congrès ou des commissions d'audience parlementaires. Parfois, des commissions du Congrès sont même créées parce que des parlementaires ont appris que des salariés voulaient rendre compte d'infractions. Dans ce cas, les tireurs d'alarme fournissent des informations à ceux qui auront le pouvoir de réorienter l'action publique avec ce qu'ils auront appris. Ainsi les tireurs d'alarme ont l'occasion d'influer sur les politiques publiques pour corriger des problèmes sociaux une fois que ceux-ci auront été perçus et définis. Les tireurs d'alarme, à moins qu'ils ne soient considérés comme des gens en quête de notoriété ou comme des salariés aigris, bénéficient sous ce rapport d'une forte crédibilité quand ils contactent des hommes politiques qui, à l'instar des contrôleurs publics mais à la différence des journalistes, sont généralement vus comme un canal approprié pour exprimer un désaccord. Le caractère approprié de la plainte du tireur d'alarme est dans ce cas moins facile à remettre en cause.

Les organisations du mouvement social (SMO)

Certains tireurs d'alarme contactent une SMO en protestant contre leurs employeurs ou contre l'industrie qui les emploie. Ces organisations sont rarement contactées en premier lieu, dans la mesure où elles ont souvent un discours très critique contre les organisations dans lesquelles les tireurs d'alarme travaillent, et contre les types de projets industriels et technologiques auxquels ces tireurs d'alarme ont consacré leur vie professionnelle et leur carrière. Les tireurs d'alarme et les organisations du mouvement social peuvent également être en désaccord sur certains enjeux comme le maintien des emplois plutôt que la fermeture de l'installation mise en cause. Dans le domaine du nucléaire, par exemple, les tireurs d'alarme qui admettent qu'une centrale particulière est mal construite, refusent souvent de condamner l'énergie nucléaire dans son ensemble et la considèrent comme une source d'électricité tout à fait viable. Cependant, leur sens de l'urgence et la nécessité qu'ils ressentent de trouver des alliés poussent parfois les tireurs d'alarme à mettre de côté leurs réticences idéologiques et à contacter des

1. D. R. Soeken, « J'accuse », *Psychology Today*, août 1986.

SMO, dans la mesure où ces dernières sont souvent des acteurs décisifs dans la mobilisation sur un problème public déterminé. Des tentatives déçues auprès d'autres types d'interlocuteurs peuvent aussi conduire les tireurs d'alarme vers les SMO comme *ultima ratio*.

Nous pouvons distinguer les SMO en fonction du type d'accueil qu'elles réservent aux tireurs d'alarme. En premier lieu, sur une échelle de taille. Les SMO nationales, comme par exemple l'Union of Concerned Scientists, ou les Friends of the Earth, disposent de plus de ressources – accès aux médias, liens privilégiés avec des hommes politiques, financement – pour protéger le tireur d'alarme ou au moins pour rendre public son cas. Lorsque le mouvement social auquel elles contribuent est suffisamment étendu et pérenne, ces SMO nationales peuvent fournir un emploi à un grand nombre d'ex-salariés bien informés qui peuvent ainsi être « retournés » contre les entreprises qui les employaient. En comparaison, les SMO plus petites et plus locales manquent souvent du savoir-faire politique nécessaire à l'exploitation des informations fournies par les tireurs d'alarme. En second lieu, nous pouvons distinguer les SMO par leurs objectifs et leur composition. Certaines SMO hébergent surtout des scientifiques et des techniciens qui parlent le langage de l'expertise et adoptent un « style politiques publiques »¹ qui est familier aux tireurs d'alarme techniciens. Ces organisations savent apprécier à sa juste valeur l'importance de l'information fournie par les tireurs d'alarme. Elles savent aussi l'utiliser de manière efficace. à l'occasion, elles peuvent également fournir un emploi aux tireurs d'alarme. D'autres SMO, comme le Government Accountability Project ou le Project on Military Procurement, sont spécifiquement adaptées pour l'accueil des tireurs d'alarme. Elles entretiennent des liens avec les milieux politiques et peuvent s'occuper des besoins particuliers des tireurs d'alarme.

Les « infiltrés », contrairement aux autres tireurs d'alarme, sont souvent affiliés à une SMO avant de se faire embaucher dans l'espoir d'obtenir des informations qui pourront être utilisées contre une compagnie, une industrie ou une pratique. Le tirage d'alarme ne constitue donc pas une nouvelle orientation dans leur carrière professionnelle mais plutôt une nouvelle étape dans leur parcours d'activiste politique. Les infiltrés peuvent donner un coup d'accélérateur non négligeable aux controverses. Les photographies prises par Alex Pacheco et la description qu'il a faite des conditions dans lesquelles se déroulaient les expériences au sein du laboratoire de recherche où il a travaillé en tant que bénévole en 1981, ont aidé à relancer son organisation (People for the Ethical Treatment of Animals) et plus largement, à redynamiser aux États-Unis le mouvement pour le droit des animaux². Dans la mesure cependant où, dans ce cas, le tireur d'alarme est perçu comme ayant un plan hostile prémédité, il perd en crédibilité aux yeux du grand public et est moins facilement considéré comme un intervenant franc et sincère et comme une source d'information objective. Le caractère approprié de ses prétentions à la validité est alors particulièrement remis en question.

1. J. M. Jasper, *Nuclear Politics*, *op. cit.*

2. Cf. J. M. Jasper, D. Nelkin, *The Animals Rights Crusade: The Growth of a Moral Protest*, New York, Free Press, 1992, chap. 3.

Rester crédible dans ses revendications

En général, les tireurs d'alarme individuels s'engagent dans la formulation de revendications en signalant publiquement des contradictions entre, d'une part, la rhétorique légitimatrice d'une profession ou d'une organisation et, d'autre part, le comportement présent de cette organisation. Les acteurs majeurs intervenant dans la définition d'un problème public – pour établir son existence, définir ses causes et ses solutions et pour attribuer à quelqu'un la responsabilité de le résoudre – sont le plus souvent des organisations – ce qui comprend des associations professionnelles¹. Joseph Gusfield a avancé l'idée que ces groupes « s'approprient » un problème quand ils « possèdent l'autorité pour appeler "problème" un certain type de situation et pour suggérer ce qui doit être fait »². Ils peuvent aussi se définir eux-mêmes comme étant la seule entité compétente et responsable pour résoudre le problème, comme les travailleurs sociaux ou les psychiatres y sont parvenus s'agissant de l'alcoolisme ou de la drogue. Les organisations et les professions ont nettement plus de ressources que les individus isolés pour promouvoir avec succès leurs revendications : « Les groupes bénéficiant d'un accès plus facile aux ressources essentielles sont capables de créer un enjeu public à propos d'une situation qu'ils décrivent comme indésirable, de bénéficier d'une reconnaissance officielle de leurs plaintes, d'obtenir une issue favorable auprès des instances désignées pour traiter leurs plaintes et même de disqualifier ou de remettre à leur place, si elles le jugent utile, ces instances »³.

Cependant, parce que l'organisation ou la profession bénéficie généralement d'avantages si sa définition d'un problème est acceptée, non seulement les universitaires et les chercheurs mais aussi les décideurs des politiques publiques et les membres du public sont souvent sceptiques sur leurs arguments. Disons, pour reprendre la terminologie de Habermas, que nous avons tendance à remettre en question la vérité et l'authenticité (au sens de sincérité) de leurs propos. En critiquant leurs propres organisations, les tireurs d'alarme ont au contraire une énorme crédibilité parce qu'ils ne font pas la promotion des intérêts de leur organisation. Leurs récits tendent à emporter l'adhésion, en particulier lorsqu'ils mettent en scène des stéréotypes largement partagés : le conflit d'un individu honnête face à une corporation corrompue ; les efforts d'un professionnel compétent pour pratiquer son métier dans les règles de l'art et sans parasitage ; le danger de l'expertise scientifique lorsqu'elle est mise au service de finalités révoltantes. Le public comprend ces figures narratives et discerne aisément, grâce à elles, les bons et les méchants.

1. L. Clarke, « Explaining Choices Among Technological Risks », *Social Problems*, 35 (1), 1988.

2. J. R. Gusfield, « Constructing the Ownership of Social Problems : Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems*, 36 (5), 1989, p. 433. Voir aussi J. R. Gusfield, *The Culture of Public Problems : Drinking-Driving and the Symbolic Order*, Chicago, University of Chicago Press, 1981.

3. D. M. Randall, J. F. Jr Short, « Women in Toxic Work Environments : A Case Study of Social Problem Development », *Social Problems*, 30 (4), 1983, p. 422.

Les propos des tireurs d'alarme sont généralement évolutifs. Au commencement de sa carrière de tireur d'alarme, un individu pense souvent naïvement qu'il agit dans l'intérêt bien compris de son entreprise et que celle-ci va réserver un accueil favorable à ses révélations sur les erreurs commises. Il a souvent l'impression que son supérieur se trompe mais qu'en revanche, le supérieur de son supérieur sera en mesure de recadrer les choses dans le bon sens¹. Quand la réponse de l'employeur consiste à dénier le problème et à entamer des représailles, le tireur d'alarme commence à voir les mauvais agissements comme une pratique systématique et généralisée : c'est alors seulement qu'il commence à critiquer son entreprise. Même à ce stade, certains tireurs d'alarme peuvent persister à voir leur entreprise comme une pomme pourrie dans le panier d'une industrie dont les autres fruits sont sains. D'autres, cependant, peuvent être amenés à se radicaliser au fil de leurs expériences, en considérant les problèmes comme inhérents à une technologie ou à une industrie. Pour certains de ces hommes et de ces femmes, les SMO sont des alliés attirants.

Certains tireurs d'alarme sont plus enclins que d'autres à percevoir le problème dont ils se plaignent comme systémique. Ainsi par exemple, ceux qui ont eu des expériences amères avec des contrôleurs publics sont plus disposés à voir la « solution » proposée par les agents publics comme faisant partie du problème à régler. Spector et Kitsuse soutiennent à ce propos que les revendications liées à un problème public continuent souvent après qu'un effort officiel ait été fourni pour trouver une solution, dans la mesure où « des assertions sur le caractère inadéquat, l'inefficacité ou l'injustice des procédures correctives mises en œuvre forment une base autour de laquelle de nouvelles activités revendicatives peuvent s'organiser »². Cette attitude se retrouve tout spécialement parmi les tireurs d'alarme, la plupart d'entre eux croyant dans les idéaux du système et réclamant qu'il s'élève enfin à la hauteur de ses propres normes. Beaucoup sont surpris du caractère inadéquat de la solution du contrôle public lorsqu'elle s'applique aux problèmes technologiques. Prenons le cas de trois ingénieurs américains du nucléaire qui démissionnèrent de la General Electric (GE) en 1976 parce qu'ils avaient acquis la conviction que la compagnie produisait sciemment un réacteur avec des défauts clairement identifiés, susceptibles de provoquer un accident majeur. Le 18 février, plusieurs mois après leur démission, les trois ingénieurs (Dale Bridenbaugh, Richard Hubbard et Gregory Minor) témoignaient devant le Joint Committee on Atomic Energy. Leur audition était expressément destinée à évaluer les raisons pour lesquelles ils avaient quitté la GE et à examiner leurs plaintes concernant les risques liés à l'énergie nucléaire. Comme l'écrivit le président du Committee, le sénateur John Pastore (démocrate, Rhode Island), « l'objet de l'audition est ni plus ni moins que de déterminer la vérité – déterminer, autre-

1. M. Glazer, P. Glazer, *The Whistleblowers*, *op. cit.*

2. M. Spector, J. I. Kitsuse, *Constructing Social Problems*, *op. cit.*, p. 151-152.

ment dit, si les faits étayent les allégations dans leur ensemble ou en partie »¹. La vérité, cependant, n'était qu'une des prétentions à la validité en jeu.

Même s'il a insisté sur le fait que son intérêt pour les dysfonctionnements s'était développé graduellement au fil de nombreuses années, Bridenbaugh a décrit un événement qui l'a suffisamment bouleversé pour susciter sa décision de démissionner : « Ce qui m'a prouvé et m'a rendu clair comme du cristal qu'il n'y avait aucune possibilité de réformer le système de l'intérieur, fut la réunion de Bethesda dans le Maryland » au cours de laquelle les représentants des pouvoirs publics et ceux de la GE se sont concertés sur la meilleure façon de « refiler » à la NRC un projet de nouveau réacteur². Il a eu alors la conviction qu'on cachait cyniquement la vérité et que sa compagnie n'agissait pas sincèrement. Ce genre de témoignage d'une « conversion » soudaine permet souvent à l'audience d'adopter la perspective de celui qui parle, en acceptant ses prétentions à la sincérité.

Les ingénieurs ont dénié être animés par un sentiment hostile à l'égard de l'énergie nucléaire, conférant ainsi une plus grande crédibilité à leurs dénonciations de certaines pratiques spécifiques en vigueur. Bridenbaugh : « Je pense qu'il n'y a pas d'erreur technologique fondamentale dans l'idée de produire de l'électricité à partir de l'énergie nucléaire. Je pense en revanche que pour rendre cette production suffisamment sûre, on doit sans doute faire preuve d'une discipline de type militaire »³. En adoptant des positions nuancées, les tireurs d'alarme renforcent leurs revendications du double point de vue de l'exactitude et de la sincérité. En circonscrivant des problèmes spécifiques, ils augmentent leurs chances d'entraîner une action corrective. C'est pourquoi des dénonciations limitées apparaissent toujours plus crédibles, et leur solution plus facile à envisager.

Nombre des plaintes des ingénieurs concernèrent la rétention d'information. Hubbard témoigna : « Le président de la GE et le directeur général ont expliqué au public qu'ils avaient fait réaliser une étude vraiment très poussée sur l'énergie nucléaire. Si vous reprenez leurs déclarations, vous aurez sans doute le sentiment que cette étude établit que le nucléaire est une énergie propre, sûre et économique. Je pense que vous devriez demander aux gens de la GE ce que ce rapport dit réellement »⁴. Des défauts dans les équipements assurant la sûreté, des prévisions d'accidents potentiels ainsi que d'autres informations négatives avaient été passés sous silence. La « vérité » avait été distordue ou falsifiée. Les dirigeants de la GE avaient menti par omission. Il s'agissait là d'accusations graves que les responsables politiques ne pouvaient pas ignorer, étant exprimées par des experts techniques d'une façon apparemment sincère et dénuée d'arrière-pensées. L'industrie nucléaire et ses soutiens avaient désormais à répondre. Ils avaient à bâtir un contre-argumentaire.

1. US Congress, « Investigation of Charges Relating to Nuclear Reactor Safety », Hearings before the Joint Committee on Atomic Energy », Washington DC, Government Printing Office, février 1976, p. 1.

2. *Ibid.*, p. 29.

3. *Ibid.*, p. 28.

4. *Ibid.*, p. 71.

Les contre-argumentaires

Comme nous l'avons dit, les organisations que les tireurs d'alarme attaquent détiennent généralement de très nombreuses ressources pour mener leurs contre-attaques. à un niveau plus général, Jasper et Poulsen ont montré que la contre-attaque des organisations visées par les SMO était une des variables les plus déterminantes pour expliquer le succès ou l'échec des campagnes menées par ces SMO¹. Les contre-argumentaires des organisations contre les tireurs d'alarme peuvent jouer un rôle aussi important.

Habituellement, les organisations et les industries attaquées par les tireurs d'alarme répondent en construisant l'acte du tirage d'alarme lui-même comme problématique : on présente la personne du tireur d'alarme comme quelqu'un d'anormal ou de « troublé » sur le plan psychologique, plutôt qu'on ne désigne comme « troubles » l'industrie ou l'entreprise à laquelle il s'attaque². Ce contre-argumentaire renvoie à l'intérêt particulier des tireurs d'alarme, en les décrivant comme des salariés aigris dotés d'une propension malade à se plaindre, comme des alarmistes qui ont leurs propres programmes d'action politique ou comme des gens qui ont soif de notoriété. La personnalisation des problèmes sociaux est une tactique usuelle pour les industries mais aussi pour beaucoup d'organisations professionnelles. Comme le dit Gusfield, « à chaque fois qu'il est possible d'expliquer une situation par une maladie ou une déficience individuelles, il y a place pour une technologie sociale, une forme de savoir et compétence qui pourra être enseignée. Ce savoir constitue pour une profession autorisée un mandat pour "s'approprier" certains problèmes sociaux »³. Ce cadrage exonère très largement la responsabilité des industries, comme par exemple lorsque, dans le cas des accidents mortels de la route causés par des conducteurs en état d'ivresse, c'est le manque de discernement des individus fautifs plutôt que le manque de sécurité des automobiles ou le manque de transports en commun qui est blâmé.

Le tireur d'alarme rejettera naturellement l'étiquette de « personne troublée » qu'on tente de lui accoler : cette étiquette peut cependant l'amener à recadrer ses dénonciations. C'est le cas lorsque le tireur d'alarme critique non plus seulement l'abus initial qu'il a constaté mais encore le traitement qu'on lui a fait subir par la suite. L'angle d'attaque concerne alors beaucoup plus la pratique du tirage d'alarme et son maniement que les pratiques que le tireur d'alarme a initialement critiquées. Lorsque le débat se déplace ainsi de la dénonciation originelle vers le mauvais traitement infligé au tireur d'alarme, le témoignage d'un individu sincère contre les abus que lui infligent ses supérieurs peut encore rester émouvant et convaincant, de même que le portrait de soi comme « victime innocente » peut

1. J. M. Jasper, J. Poulsen, « Fighting Back: Vulnerabilities, Blunders, and Countermobilization by the Targets in Three Animal Rights Campaigns », *Sociological Forum*, 8 (4), 1993.

2. P. Morgan, « The State as Mediator: Alcohol Problem Management in the Postwar Period », *Contemporary Drug Problems*, 9, 1980.

3. J. R. Gusfield, « Constructing the Ownership of Social Problems », art. cité, p. 433.

éveiller la sympathie¹. Il est vrai que la rhétorique des tireurs d'alarme la plus puissante sur le plan émotionnel est souvent la description des représailles dont ils sont victimes. La souffrance dont ils témoignent rehausse leurs prétentions à la sincérité.

Quand un employeur essaie d'inverser la donne et de définir le tirage d'alarme comme « le » problème social à résoudre, la biographie du tireur d'alarme devient généralement un terrain d'affrontement. L'employeur réinterprète le tirage d'alarme comme une preuve d'instabilité ou de souci de se faire remarquer. Parfois l'employeur peut avancer l'idée que la critique relève de la vision personnelle, non pas des faits. Le tireur d'alarme peut tenter de contrer ce genre de coups en recadrant l'hostilité de son employeur comme une preuve supplémentaire de la corruption du système et en faisant des attaques dont il est l'objet un grief de plus contre cet employeur. Mais c'est précisément dans la mesure où les tireurs d'alarme remettent en cause la vérité et la sincérité (mais non pas le caractère approprié) des propos et des pratiques de leurs employeurs que la vérité, la sincérité et plus encore le caractère approprié de leurs propres déclarations deviennent contestables. Revenons-en par exemple au témoignage des trois ingénieurs de la GE. Un parlementaire du Congrès favorable au nucléaire et membre du Joint Committee, Mike McCormack (démocrate, Washington) a tenté d'affaiblir la crédibilité des ingénieurs en signalant leur appartenance à la Creative Initiative Foundation, un groupe religieux². McCormack ne s'est pas prononcé sur la vérité des accusations lancées par les ingénieurs mais il s'en est pris seulement à leurs motifs (c'est-à-dire à leur sincérité) et aux usages politiques auxquels leur démission collective a pu donner lieu (c'est-à-dire au caractère approprié de leurs actions). (Les croyances religieuses peuvent effectivement avoir donné aux ingénieurs suffisamment de confiance morale et de force intérieure pour démissionner). McCormack leur a demandé s'ils savaient ce qu'ils faisaient quand ils ont démissionné ou s'ils n'étaient pas plutôt tombés entièrement sous l'emprise des autres membres du groupe religieux. Il a tenté de faire du tirage d'alarme, et non pas de l'énergie nucléaire, le problème. à ce stade, les trois ingénieurs ont insisté sur les immenses sacrifices personnels qu'ils ont dû consentir en démissionnant³. D'autres membres du comité ont défendu l'intégrité des ingénieurs sur ce point, en se référant aussi largement aux sacrifices matériels et professionnels des ti-

1. J. Best, « Rhetoric in Claims-Making : Constructing in the Missing Children Problem », *Social Problems*, 34 (2), 1987, p. 110.

2. « Il y a eu des suggestions sérieuses faites à propos de la démission de ces messieurs, qui ont de toute évidence subi la pression du groupe religieux auquel ils appartiennent. Cette démission collective a été orchestrée de manière à produire un effet médiatique. Par la suite, elle a été exploitée par une organisation politique qui a lancé une pétition anti-nucléaire à travers toute la Californie » (US Congress, « Investigation of Charges Relating to Nuclear Reactor Safety », *op. cit.*, p. 42).

3. « Vous devez comprendre, monsieur le sénateur, que j'ai travaillé pour la *General Electric Company* durant vingt-deux ans et que j'ai investi toute ma carrière professionnelle dans cette entreprise. Au moment de partir, je n'ai reçu aucune compensation ni quoique ce soit d'autre, et je n'ai pu compter que sur les économies et les placements boursiers que j'avais faits durant toute la période où j'avais travaillé à la GE » (*Ibid.*, p. 30 et 43).

reurs d'alarme¹. Ces sacrifices contribuent à renforcer la vérité de ce qu'ils ont dit et la sincérité avec laquelle ils l'ont dit.

McCormack a essayé plus tard d'utiliser d'autres moyens pour affaiblir la crédibilité des ingénieurs, en disant qu'il existait une vraie différence d'opinions entre les experts. Cet argument pouvait amoindrir le sentiment d'indignation partagée (et par conséquent la crédibilité) que suscitaient généralement le tirage d'alarme et les démissions. Il expliqua ainsi : « Ce à quoi nous avons affaire ici est le fait que votre jugement est un petit peu différent du jugement des autres techniciens. Parce qu'il existe cette petite différence, vous nous affirmez que la sûreté nucléaire n'est pas garantie. Mais d'autres ingénieurs tout à fait compétents examinent le même problème que vous et eux nous disent que la sûreté nucléaire est garantie »². Il s'agissait là d'une attaque sur le caractère approprié de leurs démissions et de leurs propos publics. Les ingénieurs répondirent de plusieurs façons. D'abord, ils réaffirmèrent le caractère spécifique et concret de leur expertise et de leur expérience : « Nous avons eu les mains dans le cambouis durant toute notre vie professionnelle. C'est pourquoi nous ne parlons pas de théorie. Nous parlons ce qui arrive effectivement et concrètement »³. à un autre moment de leur audition, ils ont insisté sur le fait que d'autres ingénieurs étaient arrivés aux mêmes conclusions qu'eux mais s'étaient tus parce qu'il existait peu de mécanismes pour les encourager à parler et pour les protéger. à ce stade, les ingénieurs ont accepté de faire du tirage d'alarme (ou du contrôle organisationnel) la question centrale, en reléguant au second plan le problème de la sûreté nucléaire.

De l'utilité publique des tireurs d'alarme

Dans le combat de David contre Goliath auquel se livrent les tireurs d'alarme, il est souvent difficile de prédire qui va l'emporter, dans la mesure où la crédibilité rhétorique des tireurs d'alarme est en balance avec les ressources considérables dont bénéficient les organisations qu'ils attaquent. Les effets du tirage d'alarme – par opposition à ses causes – ont été peu étudiés de façon systématique. Il existe plusieurs résultats possibles. Pour le « résistant éthique » lui-même, le premier résultat est souvent la survenue de représailles. Dans leur enquête auprès de 87 tireurs d'alarme, Soeken et Soeken ont établi que tous sauf un avaient eu à subir une forme ou une autre de représailles, les plus communes étant le harcèlement de la part des supérieurs, la surveillance renforcée de leurs activités, la suppression de certaines responsabilités professionnelles, la perte de son emploi et le harcèlement de la part des pairs (chacune de ces formes ayant été subie par plus

1. Le sénateur John Tunney (démocrate, Californie) a ainsi expliqué : « J'admire le courage de vos convictions et le fait que vous ayez décidé, pour faire connaître vos vues, d'accomplir ce que je considère comme un énorme sacrifice. Je suis profondément convaincu par ce que vous avez dit » (*Ibid.*, p. 76).

2. *Ibid.*, p. 60.

3. *Ibid.*, p. 79.

de la moitié des personnes interrogées)¹. Parmerlee et *alii* ont établi que les représailles étaient plus fréquentes contre les salariés particulièrement appréciés de leurs employeurs en raison de leur âge, de leur éducation ou de leur expérience². La raison en est sans doute qu'il s'agit là de protestataires particulièrement crédibles et par conséquent, dans la perspective des employeurs, particulièrement dangereux. Ils disposent de davantage de ressources pour rassembler des preuves et des témoignages. Les représailles, ironiquement, n'améliorent pas seulement la sympathie envers les tireurs d'alarme, elles accroissent aussi leur crédibilité (en particulier leurs prétentions à la sincérité), dans la mesure où elles renforcent le sentiment que le tireur d'alarme va à l'encontre de ses propres intérêts.

Pour l'organisation mise en cause, le tirage d'alarme entraîne parfois des enquêtes de la part des journalistes, des contrôleurs publics ou des hommes politiques, conduisant à des amendes ou à des demandes de modification. Dans l'enquête des Soeken sur les tireurs d'alarme, 20% des personnes interrogées affirmaient que leur action avait eu pour résultat des changements tangibles. « Parmi ces 20% beaucoup citaient des changements relatifs à des personnes : un remaniement complet de la direction, la correction de pratiques personnelles, des personnes mutées, changées de service ou licenciées, des départements entièrement restructurés. D'autres citaient des changements dans les politiques publiques, les mises en accusation, les contrôles de sécurité ou les enquêtes officielles menées par le FBI ou la NRC »³. Dans quelques cas, le tirage d'alarme a aidé à faire prendre conscience d'un problème, en créant et en influençant un débat public sur la technologie, les pratiques ou l'industrie, ou en encourageant de nouveaux contrôles et de nouvelles politiques publiques. Bien que la plupart des cas de tirage d'alarme débouchent seulement sur des représailles contre les tireurs d'alarme, quelques affaires ont infléchi de façon significative les choix politiques en matière de développement technologique, lesquels affectent l'ensemble de la société. Dans le domaine de la technologie, les revendications passent souvent par le recours au témoignage d'experts et beaucoup de controverses ont en partie pour origine un désaccord entre des experts reconnus⁴. En revanche, les tireurs d'alarme n'ont pas été analysés de façon systématique comme une source usuelle de témoignage au sujet des risques potentiels pour le public, de la construction défectueuse de certaines installations, de la dissimulation de risques connus des seuls concepteurs ou de la corruption des inspections de sécurité. C'est pourquoi nous nous proposons d'examiner maintenant quelques uns des effets spécifiques que les tireurs d'alarme peuvent avoir sur le déroulement des controverses autour de risques technologiques.

1. K. L. Soeken, D. R. Soeken, « A Survey of Whistleblowers : Their Stressors and Coping Strategies », article non publié, Laurel, 1987, p. 3.

2. M. A. Parmelee, J. P. Near, T. C. Jensen, « Correlates of Whistleblowers' Perceptions of Organizational Retaliation », *Administrative Science Quarterly*, 27, 1982.

3. K. L. Soeken, D. R. Soeken, « A Survey of Whistleblowers », art. cité, p. 9.

4. Cf. A. Mazur, *The Dynamics of Technical Controversy*, Washington DC, Communications Press, 1981 ; A. Mazur, « Media Influences on Public Attitudes Toward Nuclear Power », in W. R. Freudenburg, E. A. Rosa, eds, *Public Reactions to Nuclear Power*, Boulder, Westview Press, 1984 ; J. M. Jasper, « The Political Life Cycle of Technological Controversies », *Social Forces*, 67 (2), 1988.

La publication de certaines informations

Un des défis majeurs dans le développement des technologies est que ceux qui ont besoin d'informations fiables et précises pour prendre des décisions puissent en disposer effectivement, en dépit des nombreux obstacles bureaucratiques qui s'y opposent (la « capture » des contrôleurs publics, le secret professionnel, etc.)¹. Les producteurs industriels ont clairement intérêt à préserver certains détails de leur production du regard de leurs concurrents et à invoquer leurs droits constitutionnels à la protection du secret². Aux États-Unis, les compagnies privées, voyant traditionnellement dans les contrôleurs publics des adversaires, leur fournissent le moins d'information possible³. Dans certains cas, les défauts majeurs sont parfaitement connus des concepteurs qui les gardent secrets à la fois vis-à-vis du public et des contrôleurs publics. Les tireurs d'alarme ont l'occasion de faire connaître ces risques dissimulés. En 1986, l'US National Aeronautics and Space Administration (NASA) a été sévèrement ébranlée, non seulement par l'explosion de la navette Challenger mais encore par des tireurs d'alarme qui ont révélé qu'ils avaient prévenu depuis longtemps leurs supérieurs qu'on s'acheminait vers un accident fatal⁴. D'autres tireurs d'alarme restent anonymes, mais font circuler auprès des journalistes des photocopies de notes ou de rapports internes alarmants, comme ce fut le cas par exemple avec les études de Ford concernant le réservoir d'un de ses modèles, la Pinto⁵, ou encore des inquiétudes de la Hooker Chemical au sujet de la pollution des sols⁶. Lors de ce premier stade de la reconnaissance d'un problème public, les médias constituent généralement l'acteur décisif⁷.

Les améliorations du contrôle

Comme nous l'avons expliqué, le tirage d'alarme a rarement pour résultat immédiat une amélioration des dispositifs de contrôle. Cependant, il peut améliorer indirectement le contrôle en influant sur le climat général de l'opinion publique à propos de la manière dont les contrôles réglementaires sont promulgués et appliqués. C'est pourquoi le dispositif américain de surveillance des installations nu-

1. J. M. Jasper, « Avoiding Technological Disasters : Skepticism and Belief in Technical Organizations », communication au congrès annuel de l'American Sociological Association, Chicago, août 1987 ; O. Keck, « The Information Dilemma », art. cité.

2. J. H. Conway, « Protecting the Private Sector at Will Employee who "Blows the Whistle" : A cause of Action Based upon Determinants of Public Policy », *Wisconsin Law Review*, 77, 1977, p. 805.

3. A. Shonfield, *Modern Capitalism*, London, Oxford University Press, 1965 ; D. Vogel, *National Styles of Regulation : Environmental Policy in Great Britain and the United States*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.

4. D. Vaughan, « Autonomy, Interdependence, and Social Control : NASA and the Space Shuttle Challenger », *Administrative Science Quarterly*, 35 (2), 1990.

5. M. Dowie, « Pinto Madness », in R. J. Baum, ed., *Ethical Problems in Engineering*, Troy, Rensselaer Polytechnic, 1980.

6. R. J. Baum, *Ethical Problems in Engineering Volume Two : Cases*, Troy, Rensselaer Polytechnic, 1980, p. 28-34.

7. J. M. Jasper, « The Political Life Cycle of Technological Controversies », art. cité.

cléaires a été très sensiblement renforcé au fil des ans en partie en raison d'un savoir croissant du public concernant le fonctionnement des centrales (ce qui comprend aussi les révélations de certains tireurs d'alarme). De nouveaux aménagements institutionnels resteraient toutefois nécessaires pour permettre aux contrôleurs publics d'utiliser plus complètement et plus efficacement l'information fournie par les tireurs d'alarme¹.

La révélation des failles cachées d'une organisation

Les conflits politiques sont souvent influencés par la révélation du degré auquel une institution soumise à la critique se révèle publiquement comme incompétente, malhonnête ou simplement comme se conduisant mal². Dans le cas étudié par Edward Walsh, une des failles apparues au sein de la General Public Utilities, la société propriétaire de la centrale de Three Mile Island, fut une série de « conflits internes au sujet de la violation des règles de sécurité », conflits rendus publics par plusieurs ingénieurs qui avaient quitté volontairement l'entreprise ou avaient été licenciés³. De telles révélations ont une influence directe sur l'opinion publique, les contrôleurs publics et les hommes politiques. Les failles cachées des organisations n'ont même pas besoin d'être directement reliées à l'activité particulière qui est le sujet de la controverse : le discrédit qui touche l'organisation-même rejaillit sur toutes ses composantes.

L'alimentation des controverses

En raison des auditions publiques et de la couverture médiatique, les révélations faites par les tireurs d'alarme peuvent générer, puis alimenter des controverses sur les pratiques, les technologies et les institutions. Pour partie au moins, l'attention avec laquelle le public s'intéresse à une controverse fluctue selon la couverture qu'y consacrent les médias et selon les décisions politiques qui sont prises⁴, ces deux éléments étant régulièrement entretenus par les « résistants éthiques ». Jasper a avancé que « les controverses sur les risques technologiques ont de nombreux avantages. D'une part, elles conduisent à entrer toujours davantage dans le détail de la technique. D'autre part, différents points de vue y introduisent souvent différents types de données »⁵. Si ceci est exact, alors ces controverses plus longues doivent aussi fournir des remises en cause et des considérations plus nombreuses, dans la mesure où elles évitent une polarisation complète (polarisation qui survient quand la communication tourne à la dénonciation et que seules les prétentions à la sincérité, et non pas les prétentions à la vérité, sont remises en question).

1. J. M. Jasper, « Avoiding Technological Disasters », art. cité.

2. E. J. Walsh, « Target Vulnerabilities in High-Technology Protest Movements », *Sociological Forum*, 1 (2), 1986 ; J. M. Jasper, J. Poulsen, « Fighting Back », art. cité.

3. E. J. Walsh, « Target Vulnerabilities in High-Technology Protest Movements », art. cité, p. 210.

4. A. Downs, « Up and Down with Ecology : The Issue Attention Cycle », *The Public Interest*, 28, 1972 ; J. M. Jasper, « The Political Life Cycle of Technological Controversies », art. cité.

5. J. M. Jasper, *Nuclear Politics*, *op. cit.*, p. 275.

La sophistication des controverses

Enfin, les tireurs d'alarme modifient souvent le ton d'une discussion publique autour d'un problème public en rendant cette discussion plus solidement arrimée à des faits techniques, au lieu qu'elle ne tourne autour de sentiments d'indignation ou de peur face à l'inconnu. Dans la mesure où la plupart des tireurs d'alarme sont dotés de compétences professionnelles et qu'ils sont souvent des ingénieurs, le langage dont ils usent le plus volontiers est à la fois technique et précis. C'est pourquoi les tireurs d'alarme qui coopèrent avec les SMO ou qui travaillent à leur service accroissent sans aucun doute la compétence technique de ces organisations, fournissent un niveau de rhétorique supplémentaire dans leur arsenal et leur donnent de ce fait plus de crédibilité aux yeux du public. Ils renforcent les SMO, en assurant le prolongement des controverses et en élevant le degré de sophistication du débat.

Les effets du tir d'alarme dans la controverse sur le nucléaire civil

C'est dans la controverse sur l'énergie nucléaire civile que les tireurs d'alarme ont joué leur rôle le plus important et le plus visible. Ceci est vrai aux États-Unis mais aussi dans d'autres pays¹. Le cas du nucléaire civil démontre que, même si relativement peu de tireurs d'alarme entrent en contact avec les SMO ou influent sur les controverses techniques, ces hommes et ces femmes peuvent s'avérer essentiels dans la dynamique de certains mouvements protestataires et la controverse auxquels ils sont mêlés. Ainsi par exemple deux des premiers tireurs d'alarme qui ont aidé à fonder le mouvement antinucléaire au début des années soixante-dix furent deux chercheurs, Arthur Tamplin et John Gofman, qui œuvraient au sein de l'immense complexe de laboratoires de l'US Atomic Energy Commission (AEC). En 1969, Tamplin avait été chargé de réfuter l'affirmation d'un chercheur selon laquelle quatre cent mille Américains étaient morts des suites de radiations à faible dose, un nombre de victimes dont on pouvait être sûr qu'il croîtrait puisque les États-Unis s'apprêtaient à construire de nouveaux réacteurs nucléaires. Quand Tamplin est parvenu à une estimation alternative de quatre mille décès, l'AEC l'a encouragé à publier sa critique de l'autre chercheur, mais surtout en se gardant de rendre publique son évaluation alternative de quatre mille morts. Dans la controverse qui s'ensuivit, Tamplin et son supérieur direct Gofman démissionnèrent et tous deux se mirent à travailler à plein temps contre

1. En France, durant les années 1970-1980, les syndicats, en particulier la CFDT, ont joué un rôle fonctionnellement similaire à celui des tireurs d'alarme aux États-Unis : ils ont permis de mettre sur la place publique des informations internes sur les risques et les incidents dans les centrales et les autres installations nucléaires. C'est sans doute pourquoi les tireurs d'alarme isolés se sont longtemps avérés inutiles dans ce pays. Voir sur ce point J. M. Jasper, *Nuclear Politics*, *op. cit.*, chap. 9.

le nucléaire, en publiant des critiques techniques et en informant le plus de populations à travers le monde¹.

Peu de temps après, plusieurs ingénieurs d'un laboratoire de l'AEC à Oak Ridge divulguèrent auprès de l'Union of Concerned Scientists l'information selon laquelle les systèmes de refroidissement d'urgence du cœur des réacteurs alors déjà en usage dans certaines centrales nucléaires avaient échoué lors des tests majeurs. Ces résultats avaient été gommés par l'AEC dans le but de permettre dans les plus brefs délais l'homologation de nouvelles centrales nucléaires. L'Union publia cette information, ce qui provoqua l'audition des responsables de l'AEC en 1972, en même temps que celle des ingénieurs à l'origine des fuites (ils avaient été identifiés). Ces auditions, qui durèrent plus d'un an, contribuèrent à former un réseau d'intervenants antinucléaires qui devint le cœur du mouvement antinucléaire. Parce que l'Union of Concerned Scientists avait été fondée par des ingénieurs et des scientifiques, les tireurs d'alarme fournisseurs d'informations techniques avaient senti qu'ils recevraient bon accueil de la part de cette organisation².

Le nombre de tireurs d'alarme ne cessa de croître dans l'industrie nucléaire américaine au cours de l'année 1976, au moment même où le mouvement antinucléaire commençait à faire la manchette des journaux après avoir opté pour la tactique de l'action directe. À la suite des trois ingénieurs de la General Electric, deux autres démissionnèrent de la Nuclear Regulatory Commission (organisme qui succédait à l'AEC) parce qu'ils sentaient qu'ils ne leur était plus possible de mener à bien leurs études sur la sûreté. Ayant démissionné de l'industrie nucléaire et désillusionnés par les réponses des contrôleurs publics, les trois ingénieurs de la GE formèrent leur propre société de conseil, MHB Technical Associates, en vendant souvent leurs services à des groupes de citoyens activistes³. Un des ingénieurs démissionnaires de la NRC a trouvé du travail au sein de l'Union of Concerned Scientists. Leurs démissions ont eu un très large écho et leur ancienneté dans leurs organisations respectives a rendu leurs critiques difficiles à rejeter.

Outre leurs contributions au mouvement antinucléaire au plan national, les tireurs d'alarme ont également joué un rôle prépondérant dans plusieurs luttes contre des centrales nucléaires spécifiques. Le Government Accountability Project (GAP) s'en est pris à plusieurs projets d'installations nucléaires civiles. Il a encouragé les tireurs d'alarme, leur a apportés un soutien juridique et a eu recours aux révélations publiques pour essayer d'arrêter ou de modifier la construction des installations. Le GAP a ainsi contribué à fermer deux sites nucléaires, Zimmer et Midland. Il a aussi obtenu d'être représenté au sein du comité de surveillance de la centrale de Comanche Peak, bien que cette décision fut controversée parce qu'elle engageait l'association, par un accord préalable, à ne pas contester le bu-

1. J. M. Jasper, *Nuclear Politics*, op. cit., p. 110-111 ; J. S. Walker, *Containing the Atom: Nuclear Regulation in a Changing Environment (1963-1971)*, Berkeley, University of California Press, 1992, chap. 13.

2. D. Ford, *The Cult of the Atom*, New York, Simon and Schuster, 1982.

3. Récemment, par exemple, MHB a rédigé un rapport pour l'Union of Concerned Scientists sur les risques liés à la conception des réacteurs de la dernière génération. Voir MHB Associates, *Advanced Reactor Study*, Washington DC, Union of Concerned Scientists, 1990.

reau des homologations de la NRC. Dans le cas de la centrale de Zimmer, près de Cincinnati, une controverse existait déjà au plan local. Au milieu des années soixante-dix, des groupes locaux militant pour la sûreté nucléaire, en particulier la Cincinnati Alliance for Responsible Energy (CARE), étaient entrés en lutte contre la Cincinnati Gas & Electric (CGE), la société locale chargée de construire la centrale de Zimmer. Parce que la plupart des élus locaux soutenaient le projet de centrale, les tireurs d'alarme locaux avaient préféré contacter la CARE. Ils lui avaient fourni de nombreuses informations sur certains défauts de construction. La CARE réagit en tenant des conférences de presse pour rendre publiques ces informations que la société CGE, de son côté, réfutait avec véhémence. La NRC fit savoir immédiatement que ses contrôleurs avaient examiné depuis longtemps l'ensemble des accusations portées contre le projet et que les défauts dont la dénonciation leur était apparue un tant soit peu fondée, avaient d'ores et déjà été corrigés. La CARE n'avait pas de possibilité matérielle de vérifier ou de réfuter ces affirmations de la NRC. Ses membres réalisèrent alors qu'ils n'avaient sans doute pas utilisé au mieux l'information fournie par les tireurs d'alarme. Ils décidèrent d'essayer une nouvelle tactique, quand en 1980 un nouveau tireur d'alarme se présenta à eux avec des informations de grande valeur. Un membre de la CARE se rendit alors à Washington pour y chercher de l'aide. Il découvrit l'existence du GAP. En tant qu'organisation nationale possédant déjà une longue expérience de la relation avec les tireurs d'alarme, le GAP était en mesure d'attirer l'attention non seulement de l'opinion publique locale, comme l'avait fait précédemment la CARE, mais encore des hommes politiques de Washington. Le GAP provoqua des auditions parlementaires au Congrès, il rassembla des informations et des études sur les problèmes posés par l'installation de Zimmer, il assista aux auditions d'homologation de la NRC et il œuvra avec les habitants du site pour étendre et renforcer l'union locale contre la centrale.

Dans ces conditions, les révélations permises par les tireurs d'alarme jouèrent un rôle crucial dans l'arrêt du projet de Zimmer. Les SMO fortement opposées au nucléaire sont souvent limitées dans leur recherche de soutien auprès des populations locales (et les tireurs d'alarme eux-mêmes sont souvent méfiants à l'égard de ces organisations). Mais les informations fournies par les tireurs d'alarme de Zimmer permirent au GAP et aux SMO locales d'organiser un large front commun local tout à fait inhabituel par son ampleur, en incluant les syndicats, les associations de parents d'élèves, les communautés religieuses, les associations citoyennes et les groupes de défense des droits civils. Selon Tom Carpenter, le fondateur de la CARE (que nous avons interviewé en 1990), « ce qui a mobilisé les gens, ça n'a pas été la rhétorique antinucléaire, ça a été plutôt que cette centrale souffrait de certains défauts et que rien n'était fait pour les supprimer. C'était leur eau, leur air, leur environnement qui était en jeu et c'est pour ça que les gens ont compris que ça représentait un risque direct pour eux ». Au total, ces associations et ces groupes locaux représentaient plus de cinquante mille personnes. Plus de mille cinq cents d'entre elles assistèrent à une des auditions d'homologation de la NRC, parmi les plus importantes.

En définitive, on peut dire que les tireurs d'alarme ont influé sur la controverse autour du nucléaire civil de plusieurs manières. En premier lieu, leurs déclara-

tions ont eu un effet direct et indiscutable sur les *termes* de la controverse. Après les auditions de 1972 sur les systèmes de refroidissement d'urgence du cœur de certains réacteurs, les intervenants antinucléaires ont déplacé systématiquement les enjeux des questions d'environnement, comme par exemple le réchauffement des lacs à cause des eaux de rejet ou le relâchement autour des sites de radiations de faible dose, vers les questions de sécurité comme par exemple la menace d'accidents majeurs¹. Des défauts de conception très concrets, des soudures défectueuses ou autres « étourderies » dans la construction devinrent les questions centrales en partie en raison des innombrables tireurs d'alarme qui les avaient détectés sur tel ou tel site nucléaire spécifique. L'attention se porta sur la compétence générale des entreprises de construction œuvrant dans l'industrie nucléaire². Tandis que certains tireurs d'alarme attiraient l'attention sur des défauts localisés sur une installation particulière, les trois ingénieurs démissionnaires de la GE contribuèrent à élever les critiques au niveau de la conception d'ensemble des installations. Ce cadrage beaucoup plus large des problèmes du nucléaire contribua à la constitution d'un mouvement antinucléaire et d'un débat public d'envergure nationale.

La démission des ingénieurs de la NRC en 1976 a donné un coup de fouet au mouvement antinucléaire, alors même qu'en devenant toujours plus flagrant, le désaccord entre les experts (désaccord sur lequel avait insisté le parlementaire McCormack) troublait de plus en plus de membres du public³. En quelques mois, le Joint Committee lui-même, longtemps vu comme une instance de promotion du nucléaire⁴, fut dissous, en raison du scepticisme grandissant des parlementaires vis-à-vis du nucléaire. En quelques années, toute une série de commissions tirèrent les conséquences politiques des attaques contre l'industrie nucléaire. La reconnaissance officielle de la controverse contribua à renforcer le caractère approprié des révélations des tireurs d'alarme. De nombreux facteurs – l'importance des coûts, la sécurité, l'opposition du public – peuvent expliquer qu'à cette époque, l'industrie nucléaire ait été obligée de freiner : la démission et le témoignage des trois ingénieurs de la GE demeure quoiqu'il en soit l'un des principaux. Leurs déclarations sceptiques sur le nucléaire atteignirent une majorité d'Américains⁵.

Au premier rang de leurs plaintes, les tireurs d'alarme révélèrent le manque de volonté des contrôleurs publics et les efforts de l'industrie nucléaire pour tromper le public en lui cachant systématiquement l'information défavorable. Les prétentions à la sincérité de l'industrie nucléaire se trouvèrent dès lors sérieusement malmenées. Sans ces révélations, le mouvement antinucléaire n'aurait sans doute pas pris une ampleur nationale et il n'aurait pas été aussi activement soutenu durant plus d'une décennie. *A fortiori*, il n'aurait pas eu l'influence (même indirecte)

1. D. Nelkin, *Nuclear Power and its Critics*, Ithaca, Cornell University Press, 1971.

2. J. M. Jasper, *Nuclear Politics*, *op. cit.*, chap. II.

3. A. Mazur, *The Dynamics of Technical Controversy*, *op. cit.*

4. L. Clarke, « The Social Origins of Nuclear Power : A Case of Institutional Conflict », *Social Problems*, 32 (5), 1985.

5. J. M. Jasper, « The Political Life Cycle of Technological Controversies », art. cité.

qui a été la sienne sur la définition et la conduite des politiques publiques en matière d'énergie nucléaire.

*

Les tireurs d'alarme affrontent le même défi que tous ceux qui formulent publiquement des revendications : ils doivent essayer de trouver un juste équilibre entre vérité (crédibilité) et pouvoir (ressources). Ils gagnent en crédibilité à chaque fois qu'ils parlent contre leur propre intérêt matériel ou contre les intérêts de l'organisation qui les emploie, mais ils manquent alors singulièrement de ressources pour promouvoir la façon dont ils cherchent à construire les problèmes publics. Si par la suite leur carrière de tireur d'alarme les conduit à se rapprocher de certains groupes protestataires, ils doivent s'attendre à perdre en crédibilité, même si c'est pour obtenir davantage de ressources leur permettant de diffuser ce qu'ils ont à dire.

D'un point de vue politique, le tirage d'alarme apparaît comme une action de grande valeur et encore sans doute beaucoup trop rare. Il augmente la masse d'information dont peuvent disposer le public et les décideurs, en alimentant des controverses et en fournissant des munitions à ceux qui se battent autour de certains problèmes publics. On doit s'attendre à ce que les cas de tirage d'alarme continuent à augmenter aux États-Unis, en raison de la législation et de la jurisprudence qui protègent désormais les tireurs d'alarme contre les représailles de leurs employeurs. Les tireurs d'alarme occupent une position unique dans les conflits sur les risques technologiques, en fournissant des informations précieuses qui ne sortent que très rarement des organisations qui promeuvent et développent une technologie. Cette information, si elle tombe entre de bonnes mains, peut améliorer les choix politiques et rendre plus complexe et moins rudimentaire le débat public sur les technologies. Si l'on part du principe que les controverses sont des avantages pour la société, alors la société a tout intérêt à protéger et peut-être même à encourager les tireurs d'alarme. Dans les sociétés bureaucratiques modernes, les tireurs d'alarme, parce qu'ils se détachent de leurs intérêts particuliers, sont une source particulièrement précieuse dans la formulation de revendications crédibles.

Il existe d'autres types de tireurs d'alarme auxquels il est possible que nos analyses s'appliquent ou non. Dans certains cas, c'est la structure sociale de l'organisation qui est différente de ce que nous avons décrit, comme par exemple dans le cas des groupes professionnels auto-gérés comme les médecins ou les avocats. Des groupes de pairs comme ceux-ci peuvent être à l'origine de plaintes d'une façon qui diffère grandement de ce qui tend à se passer dans une grande organisation bureaucratique et hiérarchisée. Dans d'autres cas, c'est le type de règles transgressées qui diffère, comme par exemple avec les révélations sur la corruption et les transactions financières occultes. D'autres recherches seraient nécessaires pour évaluer si les causes et les mécanismes que nous avons décrits s'appliquent à ces autres types de situations où quelqu'un en vient à tirer l'alarme. Dans tous ces cas, cependant, il apparaît que le compromis entre intérêts et crédibilité demeure central. Pour reprendre la terminologie de Habermas, il existe, dans l'action des tireurs d'alarme, un ensemble de tensions irréductibles entre

trois prétentions à la validité différentes (le caractère approprié, la sincérité, la vérité). Les sociétés comme les nôtres acceptent généralement de reconnaître le caractère approprié d'un propos à condition qu'il apparaisse fondé sur des intérêts – et cela, même si cette reconnaissance doit se faire au détriment de la prétention de ce propos à la vérité et à la sincérité. Comme l'a soutenu Alasdair MacIntyre, la raison de cet état de fait est que ce sont les règles bureaucratiques, bien plus que le consensus moral, qui constituent le ciment dans lequel sont pris les sociétés modernes¹. Les tireurs d'alarme, en créant un contexte de revendications nouveau et inhabituel, élèvent leurs prétentions à la vérité et à la sincérité, mais ne nous permettent pas (parce qu'ils agissent en dehors des règles bureaucratiques existantes) de bénéficier de critères précis pour estimer le caractère approprié ou non de leur intervention. Ce n'est que dans la mesure où ils se rapprochent d'individus et d'organisations (comme les SMO) qui défendent certains intérêts, que nous retrouvons la possibilité de juger leurs actions comme normales, compréhensibles et appropriées. Mais alors, nous commençons à dévaluer la vérité et la sincérité de leurs propos. Et leur capacité à promouvoir certaines revendications autour d'un problème public s'en trouve immédiatement affectée.

1. A. MacIntyre, *After Virtue*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1981.